

VENDREDI 25 MARS 2016

"En route vers la dépression économique finale."

- = Remplacer le pétrole par d'autres énergies et dans les délais, est-ce possible ? (Benoit Thévard) p.1
- = **Un impossible démantèlement des centrales nucléaires** p.8
- = Les banques centrales font déjà l'impensable, vous l'ignorez juste ! (Charles Sannat) p.9
- = Création monétaire : nous sommes à nouveau en 1790 p.14
- = « Le mensonge de la reprise américaine en 9 graphiques ! » (Charles Sannat) p.16
- = L'effondrement financier de l'industrie minière. (Patrick Reymond) p.19
- = Atlantoc city détruite... (Patrick Reymond) p.20
- = Fed, impression monétaire et étranges créatures (Bill Bonner) p.21
- = Les marchés « puent »; oui et après? (Bruno Bertez) p.23
- = Le pétrole finit encore en baisse à 39,46 dollars le baril p.24
- = Peter Boockvar: nous constatons maintenant la fin de l'influence des banques centrales sur les marchés p.26
- = La crise bancaire italienne perd les pédales avec élégance (Wolf Richter) p.27
- = LA DISRUPTION EST ENTRÉE DANS LES MŒURS FINANCIÈRES (François Leclerc) p.30
- = Réflexions éparses (Bruno Colmant) p.33
- = On s'arrête-là pour cette semaine (Thomas Veillet) p.35
- = Les marchés gouvernés par la peur d'une nouvelle crise (Kenneth Rogoff) p.37
- = Un pays de dingues (Marc Fiorentino) p.40
- = Etats-Unis: les commandes de biens durables rechutent comme attendu en février p.43
- = Sharp n'atteindra probablement pas ses prévisions annuelles, "détérioration en Chine" p.44



Remplacer le pétrole par d'autres énergies et dans les délais, est-ce possible ?

18 Novembre 2010 , Rédigé par Benoît Thévard

Nombreux sont les espoirs qui se fondent sur notre foi en la technologie providence. Pas un jour sans un article de presse qui annonce une expérience nouvelle de carburant, de captation du soleil ou autre récupération de l'énergie éolienne ou marine.

Mais peut-on réellement croire en ces lueurs pour remplacer notre besoin colossal ... et dans les délais ?

Il est raisonnable de penser que nous avons encore cinq à dix années de « sérénité ». Nous supposerons alors qu'une technologie qui est encore au stade du laboratoire ne pourra pas, dans les délais, représenter l'équivalent d'une Arabie Saoudite tous les deux ans (compensation nécessaire estimée).



Au delà de la technique elle-même, **c'est toute une logistique très lourde et très complexe qu'il faudrait mettre en place.** Il faudrait créer des usines énormes, des réseaux de transports et de distribution spécifiques, des véhicules adaptés bref, des infrastructures majeures dont on peut se demander si elles sont réalisables en cinq à dix ans.

Investissements

Une étude de l'Université de Californie, publiée le **8 novembre 2010**, indique qu'avec les investissements actuels et le rythme de recherche, nous pourrions avoir **remplacé le pétrole dans ... 90 ans !**

Cette étude parue dans la revue « science & technology » base ses estimations sur une approche probabiliste, liée aux attentes des marchés boursiers et l'ensemble des investissements actuels réalisés sur les énergies alternatives.

L'évaluation n'a rien à voir avec la technologie elle-même, mais utilise des **critères financiers** comme la somme des capitalisations boursières des compagnies travaillant sur le pétrole et ses alternatives, ou encore les dividendes reversés aux actionnaires de ces compagnies.

Ce n'est pas vraiment le remplacement total du pétrole qu'il est important d'évaluer, mais plutôt la capacité à **compenser**, au fur et à mesure, le déclin de la production pétrolière pour toutes les applications de notre quotidien.

Voyons maintenant quelles sont les alternatives techniques.

Agrocarburants

Trois types d'agrocarburants ont dépassé le stade du laboratoire.

Première génération: Huile végétale carburant, Bioéthanol ou ester d'huile végétale, ces carburants déjà utilisés à grande échelle sont au point techniquement et rentables financièrement. Cependant ils posent de graves problèmes comme la **concurrence avec la production alimentaire**, la **monoculture intensive** ou encore la **destruction des forêts primaires pour l'implantation de palmiers à huile**.

Le monde a **déjà atteint voire dépassé les limites** de l'acceptable. Nous pouvons cependant y voir un intérêt dans le cadre d'une utilisation personnelle et raisonnable, comme pour les agriculteurs qui pourraient utiliser une partie de leurs terres pour générer leur propre carburant.

Deuxième génération: L'intérêt majeur de cette technologie est **qu'elle utilise des matériaux non comestibles tels que les pailles ou les déchets de bois**. Elle consiste en une décomposition de la cellulose et des hémicelluloses en sucres élémentaires grâce à des enzymes, qui pourront ensuite subir une fermentation alcoolique pour produire de l'éthanol et ainsi un carburant utilisable dans les véhicules actuels.

Des unités pilotes sont en fonctionnement dans plusieurs pays du monde, mais **aucune n'est encore rentable**. Le problème concerne principalement **les enzymes qui sont difficiles à isoler, très coûteuses** et qui sont principalement absorbées lors de la réaction, empêchant ainsi toute réutilisation. **La production continue est très difficile à réaliser**.

BTL-Fisher Tropsch: le procédé de synthèse Fisher-Tropsch, au point depuis la seconde guerre mondiale, est largement utilisé en Afrique du Sud depuis l'embargo sur les carburants de la période de l'apartheid. C'est à partir de charbon qu'ils réalisent tous leurs carburants mais le procédé est le même à partir de biomasse.

Cependant **ce type d'usine demande des investissements gigantesques et doit être de taille suffisante pour être rentable**. Or contrairement au charbon que l'on peut extraire d'une mine proche de l'usine, **la biomasse est répartie sur l'ensemble du territoire** et il faut imaginer que la France pourrait avoir 1 ou 2 de ces usines au maximum, et qu'à partir de tout le territoire **ce sont des milliers de camions et de trains qui devraient amener, chaque jour, la biomasse jusqu'aux usines**. Nous pouvons raisonnablement estimer que **cette solution présente trop de problèmes et ne sera pas mise en œuvre prochainement**.

L'hydrogène

Souvent présenté comme l'énergie de l'avenir, **l'hydrogène n'est pas une source d'énergie**. Ce gaz ne se trouve pas (ou presque pas) à l'état naturel, il est donc nécessaire de le produire et il existe trois méthodes pour cela: **l'électrolyse de l'eau** (besoin d'électricité et d'eau), **le réformage d'hydrocarbures** (besoin de gaz naturel) et **le craquage thermochimique de l'eau** (besoin de très hautes températures -1000°C - et donc d'énergie). Une fois l'hydrogène produit, **il faut le comprimer** (700 bars pour les véhicules), **le stocker, le transporter** ce qui génère de nombreuses pertes mais également de nombreux risques. Enfin pour l'utiliser il faut s'équiper de **piles à combustibles trop coûteuses à cause du platine et dont la durée de vie est encore trop faible**.

On voit rapidement les limites que représente l'hydrogène et la simple image « verte » d'un pot d'échappement qui recrache de l'eau n'exonère pas de tous les problèmes amonts.

Electricité

L'IFP (Institut Français du Pétrole) a estimé qu'une **augmentation d'environ 25% de notre production d'électricité** pourrait suffire à approvisionner un parc automobile français électrifié. Dit comme cela, nous pourrions trouver cela réaliste. Le parc électronucléaire français est tout juste suffisant pour répondre à nos besoins actuels, et près de 50% des réacteurs ont dépassé les 30 années de fonctionnement. Comment imaginer que nous pourrions augmenter de 25% notre production nationale ?

Autres problèmes que pose cette énergie pour les véhicules:

- Remplacement de **plusieurs millions de véhicules**
- Équipement de toutes les stations service
- **Renforcement du réseau électrique** car les charges de batteries provoquent des appels de puissances fortes
- La **densité énergétique** d'une batterie électrique est 100 à 150 fois inférieure à celle du pétrole (1kg de batterie contient 80 Wh contre 9000 Wh pour 1 kg de pétrole) ce qui limitera de toutes façons l'autonomie des véhicules.
- Les problèmes de la **fabrication, de la durée de vie et du recyclage des batteries** sont toujours majeurs pour cette filière.

Il n'existe absolument rien pour équiper les camions et les avions, or ce sont eux qui approvisionnent le pays chaque jour.

Huiles de schistes

Il s'agit d'une **huile obtenue par pyrolyse des schistes bitumineux** dans des

fours en l'absence d'oxygène. Il est théoriquement possible de fabriquer de **très grandes quantités de carburant à partir de ces réserves** mais dans la plupart des cas, la **quantité d'énergie nécessaire pour faire du carburant dépasse la quantité d'énergie récupérée**. Les spécialistes et prévisionnistes considèrent qu'il n'y aura **pas de production significative avant plusieurs dizaines d'années**, et que l'on renoncera peut être à le faire pour des raisons environnementales.

CTL

Il s'agit de **carburant liquide réalisé à partir de charbon**. Après une première étape de gazéification du charbon, le gaz de synthèse obtenu subi une synthèse Fisher-Tropsch afin d'être transformé en carburants. L' Afrique du Sud est aujourd'hui leader dans ce secteur.

Là encore **plusieurs problèmes se posent**. Tout d'abord le fait que cette technologie fait appel à une **ressource fossile dont les réserves sont limitées**. Utiliser le charbon pour faire du carburant nous rapprocherait très rapidement du pic charbon.

Ensuite, le charbon est à peu près **la pire des solutions en terme d'émissions de gaz à effet de serre**.

Enfin, **la mise en place** de telles usines et du circuit logistique qui va avec serait extrêmement longue et coûteuse (plusieurs dizaines d'années et des dizaines de milliards d'euros d'investissements) à l'échelle mondiale.

GNL et GTL

Ces carburants sont tous deux issus du gaz naturel. Or, les ressources planétaires sont limitées et là aussi remplacer le pétrole par l'utilisation du gaz naturel **nous rapprocherait très rapidement d'un pic de production**. De plus, le méthane est un puissant gaz à effet de serre et les fuites inévitables d'un circuit de transport et de distribution auraient un impact considérable sur les émissions de GES.

Le procédé de fabrication de ces deux carburants est bien différent.

Pour obtenir le GNL, on effectue une **condensation du gaz pour le faire passer de l'état gazeux à l'état liquide**. Pour cela il faut **abaisser et conserver sa température à -163 °C**. Ce procédé permet de diviser par 600 le volume occupé et c'est ainsi que le gaz est transporté dans les méthaniers par exemple. La principale difficulté est de maintenir la température, c'est pourquoi le GNV (gaz Naturel Véhicule) est généralement **conditionné en**

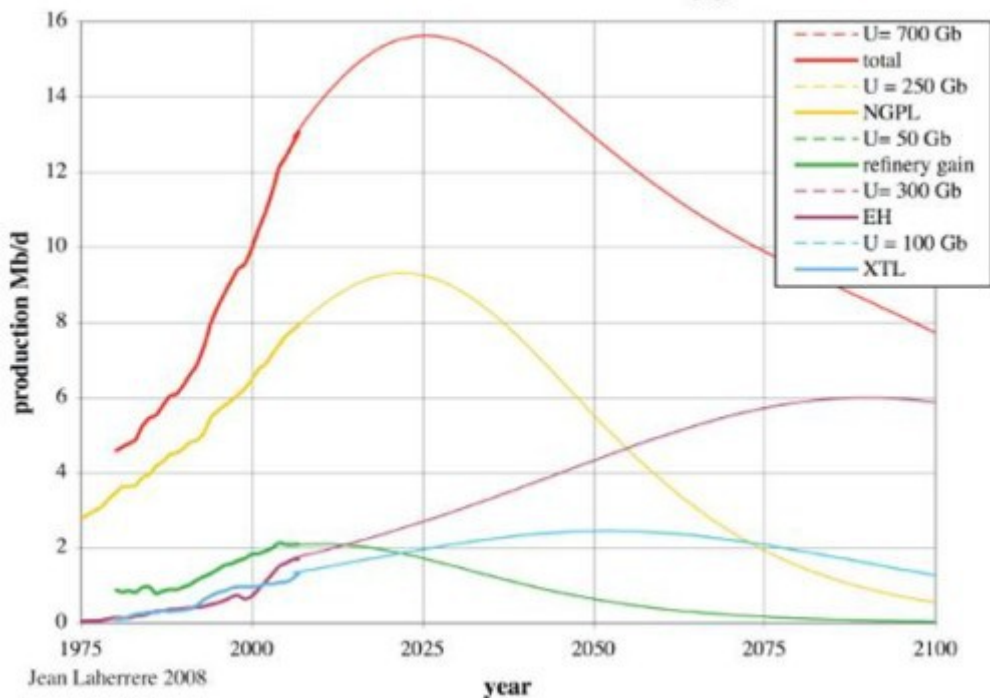
bouteilles sous une pression de 200 bars et en phase gazeuse. Cette étape de compression consomme environ 20% de l'énergie que contient le gaz !

Le GTL est une transformation chimique destinée à transformer le gaz naturel en essence ou en gazole. Cette transformation commence par une étape de réformage à la vapeur (mise en contact du méthane et de vapeur d'eau en présence d'un catalyseur en nickel, à des températures comprises entre 800° et 1000° et des pressions comprises entre 20 et 30 bars). On obtient ainsi de l'hydrogène et du monoxyde de carbone qui subiront une synthèse Fisher-Tropsch, comme pour le BTL ou le CTL.

L'intérêt visé par ce procédé était de transformer le gaz en carburant liquide afin de le rendre facilement transportable, pour un coût moindre que le gaz naturel. Or le bilan énergétique et économique s'est révélé bien moins bon que celui du gaz naturel transporté par pipeline ou méthaniers.

Le GTL reste cependant beaucoup plus pratique à utiliser dans les véhicules que le gaz naturel, c'est pourquoi il aura peut être un avenir en période de pénurie de pétrole sévère.

Malgré tous les problèmes que peuvent poser chacune des alternatives dont nous venons de parler, des estimations des potentiels de production de chacun des carburants ont été réalisées.



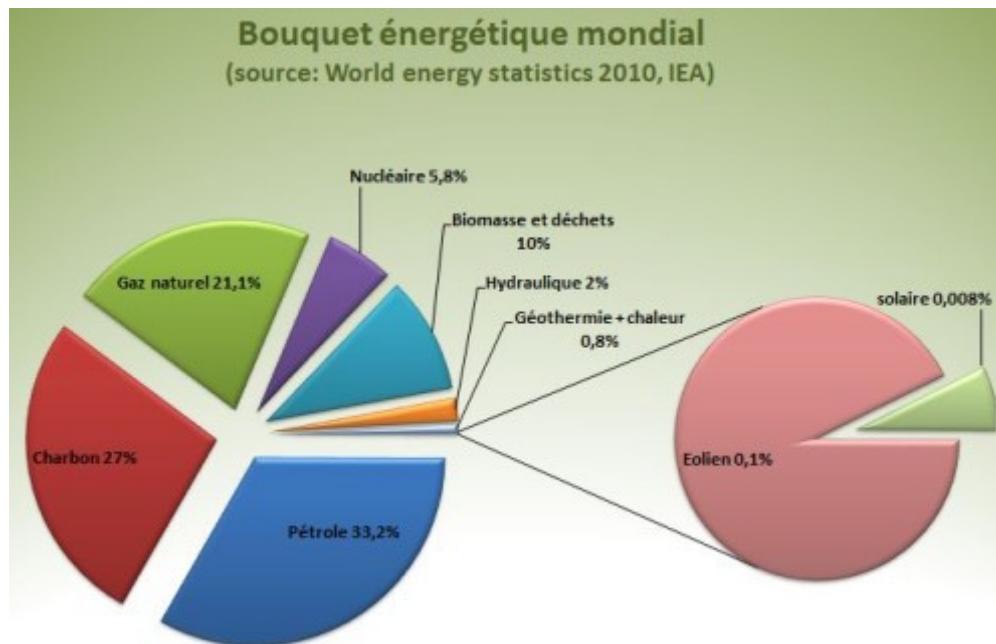
Nous y observons que les carburants à base de gaz naturel représenteraient une grande partie de la production, mais que le pic gazier arriverait plus rapidement, c'est-à-dire vers 2025.

Les huiles lourdes verraient leur rythme de production augmenter

progressivement et représenteraient la quasi-totalité de ces carburants en 2100.

Quant aux XTL (BTL, CTL, GTL), leur production ne dépasserait pas les 2,5 millions de barils par jour en 2050.

Ce qui ressort principalement, c'est que la **totalité de ces alternatives verraient leur pic arriver en 2025 et ne pourraient donc pas compenser longtemps le manque de pétrole**. Tout au plus, la date du pic pétrolier pourrait être repoussée de quelques années.



Pour conclure sur les alternatives, il est important de replacer les énergies renouvelables dans le contexte mondial actuel.

Malgré une croissance très forte ces dernières années, **les énergies éolienne et solaire restent absolument marginales dans le bouquet énergétique mondial**.

Plus de 80% de l'énergie consommée est d'origine fossile alors que le solaire et l'éolien représentent à peine plus de 0,1%, dont **0,008% pour le solaire photovoltaïque !**

Il faut donc absolument relativiser sur la capacité de ces énergies « nouvelles » à remplacer le pétrole, d'autant que pour être mises en œuvre, elles nécessitent des énergies fossiles (fabrication, transport, installation, maintenance).

De plus, toutes les éoliennes et tous les panneaux solaires fabriqués et mis en service à ce jour n'ont jamais fait diminuer la consommation d'énergies fossiles, elles en ont simplement limité la hausse.

Un impossible démantèlement des centrales nucléaires

Biosphere 25 mars 2016

C'est une polémique presque aussi ancienne que l'industrie nucléaire : la France a-t-elle provisionné assez d'argent pour gérer ses déchets radioactifs et démanteler ses installations, notamment les 58 réacteurs exploités par EDF ? La France a provisionné 23 milliards d'euros grâce à un portefeuille d'actifs, actions, obligations, biens immobiliers et de lignes à haute tension. Dans son rapport de 2014, la Cour des comptes restait sceptique : les révisions de devis « *parfois significatives* » sur des opérations en cours « *font craindre des surcoûts pour les opérations à venir* ». L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), indépendante du gouvernement, veille en effet à ce que toutes les normes de sécurité soient respectées, ce qui peut aussi entraîner des surcoûts.*

Mais là n'est pas le problème essentiel. En 2014, nous reproduisons [sur ce blog](#) un texte de Philippe Bihoux qui nous semble encore plus réaliste : « *Même si le « provisionnement », l'argent mis de côté pour le démantèlement des centrales nucléaires françaises, est correct – ce qui fait largement débat -, cela n'a pas de réalité matérielle. Il s'agit de chiffres comptables et d'octets sur un disque dur. Ce n'est qu'un droit de tirage sur les ressources matérielles et humaines futures. S'il n'est pas utilisé immédiatement, et il ne le sera pas puisque tel n'est pas son but, il reste donc virtuel. Il faudra, au moment où l'on aura effectivement besoin pour réaliser les travaux de démantèlement, que la société tout entière ait les moyens matériels de les réaliser : en ressources (métaux, ciment, énergie abondante), en technologie (robotique, moyens de transports et de déplacements), en travailleurs motivés pour recevoir quelques radiations, si possible dans les limites dûment autorisées. Il faudra que l'ensemble du macro-système se soit maintenu, à l'horizon de plusieurs décennies, voire de siècles. Rien n'est moins sûr. Je fais donc le pari (facile, vous ne viendrez pas me chercher) que nous ne démantèlerons rien du tout. Tout au plus bricolerons-nous quelque peu les premières années, puis, au fur et à mesure de la paupérisation en ressources de notre société, des mesures plus simples, d'abord « provisoires », seront prises, puis les centrales seront finalement laissées en place, devenant de futurs territoires tabous. »***

Notre société thermo-industrielle s'occupe uniquement de son taux de croissance

dans le présent, pas du tout de ce qu'on laissera aux générations futures : une planète dévastée.

* LE MONDE éco&entreprise du 25 février 2016, *Polémique autour du démantèlement des centrales*

** *L'âge des low tech* (éditions du Seuil 2014, collection anthropocène, 338 pages, 19.50 euros)

Les banques centrales font déjà l'impensable, vous l'ignorez juste !

Charles sannat , Or-argent.eu mars 25, 2016

Article du [Telegraph](#), publié le 17 mars 2016 via [Insolentiae.com](#) :

Les institutions qui ont tiré le monde de sa pire dépression depuis le début du XXe siècle perdent enfin de leur superbe si l'on en croit la sagesse populaire.

8 ans après la Grande Récession, des voix qui font autorité, comme celles du FMI et de la BRI (la « banque centrale des banques centrales »), en appellent à la fin de cette ère de politiques monétaires extraordinaires.

Ayant englouti pour 12,3 trillions de dollars d'actifs financiers et procédé à 637 baisses de taux depuis 2008, les banques centrales sont repassées à l'action durant les 6 dernières semaines.

La banque du Japon a effectué un nouveau round d'assouplissement avec sa décision de franchir le Rubicon en instaurant des taux d'intérêt en territoire négatif le 29 janvier.

Les décideurs de la zone euro lui ont embrayé le pas plus tôt ce mois avec un triplé gagnant composé d'une baisse de taux, d'un renforcement de 20 milliards d'euros de leur QE mensuel et une décision sans précédent qui permet désormais aux banques commerciales d'emprunter de l'argent à taux négatif.

La Fed a également desserré l'étréme en révisant à la baisse le nombre prévu de relèvements de ses taux, passé de 4 par an à seulement 2.

Mais cette nouvelle vague de politiques accommodantes a déclenché un nouveau vent de panique à propos de leurs effets qui s'amenuisent.

Au lieu de cela, le débat s'est déplacé sur les gouvernements, à qui on demande de mettre leur poids dans la balance afin de soutenir cette reprise économique fragile.

Les politiques fiscales ont été principalement mises au placard depuis la crise alors que les pays se sont focalisés sur la diminution de leur dette et de leurs déficits, s'imposant de ce fait des règles strictes en termes de dépenses.

Mais sans baisses d'impôt ou augmentation des dépenses de l'État, la planète

risque un nouveau « déraillement économique », d'après le FMI.

Dans son dernier communiqué, le G20 a tenté de faire croire que les gouvernements du monde vont adopter des politiques destinées à « doper la croissance, la création d'emplois et la confiance ».

En réalité, très peu de signes indiquent que les politiciens sont prêts à abandonner leur fixation sur la dette et l'équilibre budgétaire afin de soutenir la croissance mondiale.

En Europe, il s'agit d'un problème qui tend les relations entre les banquiers centraux et leurs gouvernements respectifs.

Face aux accusations d'impuissance, Vitor Constancio, vice-président de la BCE, s'est lancé dans un plaidoyer opiniâtre des actions de la banque centrale en affirmant qu'elle est responsable de 2/3 de la croissance de la zone euro depuis 2014.

De plus, la conception même de l'euro empêche activement les gouvernements d'intervenir afin de stimuler les économies faibles, affirme Constancio.

« Des politiques fiscales stabilisantes sont légalement restreintes dans l'Union européenne. Les pays qui pourraient utiliser le levier fiscal ne le feront pas tandis que ceux qui voudraient le faire ne devraient pas. »

Avec de telles contraintes, Constancio avertit « qu'il serait non seulement une erreur de décrier les politiques monétaires, mais aussi dangereux ».

Penser l'impensable

Face à cette intransigeance politique, les banquiers centraux parlent ouvertement de ce qui était autrefois impensable : des hélicoptères monétaires.

Ce terme passe-partout décrit le processus via lequel les banques centrales créent de l'argent qui est directement transféré au secteur public ou privé afin de stimuler l'activité économique et la consommation.

Longtemps considéré comme l'un des derniers tabous en termes de politique, le débat sur les mérites des hélicoptères monétaires s'est intensifié durant ces dernières semaines.

Le patron de la BCE, Mario Draghi, a refusé d'écarter cette éventualité, affirmant simplement que sa banque n'a pas encore discuté un tel sujet en raison de sa complexité légale et comptable. Cette semaine, son économiste en chef Peter Praet est allé plus loin en suggérant que les hélicoptères monétaires font partie intégrante de l'arsenal de la BCE.

« Toutes les banques centrales ont cette possibilité à leur disposition, » a déclaré Praet. « Vous pouvez créer de la monnaie et la distribuer à la population. La question est de savoir si c'est opportun, ainsi que de déterminer le timing du recours à un tel instrument. »

Avec 16 pays sur 28 qui connaissent toujours la déflation et une croissance annuelle de seulement 1,4 % dans une zone euro au beau milieu d'un cycle de redressement, le moment opportun pourrait être proche.

« Nous avons eu les indications prospectives (forward guidance), les QE et les taux négatifs, » a déclaré Gabriel Stein d'Oxford Economics. « Mais aucune de ces solutions fut la panacée et leur date d'expiration raccourcit. »

Hélicoptères monétaires furtifs

Pour certains observateurs, la prochaine phase d'intervention extraordinaire des banques centrales est déjà pour demain, le Japon étant à l'avant-garde.

La décision de la BoJ d'imposer aux banques un taux de dépôt à 3 niveaux est une tentative discrète d'injecter directement des fonds dans le secteur privé, d'après Eric Lonergan, économiste et gestionnaire de hedge fund.

Il relève que la décision de la Boj d'exempter certaines réserves des taux négatifs représente un transfert d'argent vers les banques commerciales bénéficiant d'un taux de 0,1 %.

Le système « sépare les taux d'intérêt des réserves, ce qui affecte les marchés des taux, » a déclaré Lonergan.

« Il s'agit d'un premier pas vers les hélicoptères monétaires, ce qui ouvre de nouveaux horizons en termes de stimulations ».

Dans la même veine, la BCE a également signalé son intention de se diriger vers des tentatives ciblées visant à doper la demande de crédit du secteur privé.

À partir de juin, les banques de la zone euro seront rémunérées jusqu'à 0,4 % afin d'emprunter de l'argent sur 4 ans à la BCE, un dispositif baptisé « opérations de refinancement à long terme ciblées » (TLTRO). Les organismes de crédit qui offriront un maximum de crédits bon marché à leurs clients bénéficieront des taux les plus favorables.

Erwan Mahe, stratégeste macro en chef de HPC, qualifie les décisions de la BCE de « véritable révolution » des politiques monétaires, qui vient mettre un terme à un tabou.

« Pour la première fois dans l'histoire des banques centrales, des agents du secteur

privé seront en mesure d'emprunter de l'argent à la BCE et de rembourser des sommes inférieures au capital emprunté, » a déclaré Mahe.

« Tant que les autorités fiscales n'agissent pas pour compenser le retard contre-cyclique de la demande globale, cela jouera probablement un rôle de plus en plus important » dans les politiques de la zone euro, note-t-il.

« J'aurais préféré qu'ils le fassent bien avant, » a déclaré Lonergan, qui affirme qu'en raison de toutes ses contraintes institutionnelles, la BCE dispose encore de toute une série d'outils pour doper le crédit bancaire.

Alors que le coût d'emprunt des gouvernements atteint des plus bas aux 4 coins de la zone euro, même une nouvelle couche de QE serait inutile à ce stade, selon lui.

Les TLTRO, par contre, « ouvrent la possibilité de mettre en place des taux circonstanciés, le taux de base restant inchangé mais celui des banques qui prêtent à l'économie réelle à des taux de moins en moins élevés étant abaissé. »

« Il s'agit d'une approche bien plus intelligente, car elle n'impacte pas les épargnants. »

Lever le tabou

Mais l'ingéniosité des banques centrales, même si elle est la bienvenue, soulève d'autres craintes en termes de responsabilité d'institutions à l'indépendance sacrosainte, mais dont les processus décisionnels sont souvent opaques pour le grand public.

Lord Adair Turner, ancien président du Financial Services Authority et l'un des premiers à plaider pour les hélicoptères monétaires, en appelle à plus de transparence afin de lever enfin le tabou des injections monétaires directes dans les poches des consommateurs ou des gouvernements.

« Je pense qu'il est plus dangereux pour les banques centrales de nier à jamais ce qu'elles font, » a déclaré Lord Turner.

Il qualifie la décision du Japon d'émettre de la dette au rythme de 40 trillions de yens, alors que la banque centrale augmente la taille de son bilan de 80 trillions de yens par an, « d'opération de monétisation de la dette de facto ».

« Dans les faits, vous remplacez de la dette gouvernementale par de l'argent de la banque centrale, » a déclaré Lord Turner. « Il serait préférable pour les autorités de publier un communiqué qui définit les règles et assurer la planète que ce n'est pas de trop. »

Mais alors que la plupart des économies mondiales affichent une croissance aussi

régulière que quelconque, un tel aveu avant le prochain crash en bonne et due forme est très improbable.

Jusque-là, le débat concernant la méthode optimale pour organiser le parachutage des hélicoptères monétaires, et sur les dividendes qu'ils pourraient apporter à une économie mondiale en difficulté, fera rage.

Pour leurs adversaires, l'effondrement récent du cours du pétrole est le mauvais signe qui prouve que les consommateurs ne sont toujours pas prêts à dépenser, même de l'argent littéralement tombé du ciel. Les effets positifs sur la consommation mondiale de la baisse du brut, censé améliorer le pouvoir d'achat, n'a pas eu les effets escomptés par les économistes alors que les particuliers continuent de rembourser leurs dettes ou d'épargner pour les mauvais jours.

Dans la zone euro, toujours engluée avec sa faible croissance et son chômage élevé, les barrières politiques à des mesures aussi extraordinaires ne devraient pas être sous-estimées.

Alors que toute l'exaspération se porte sur la classe politique, la BCE fait toujours face à des barrières insurmontables pour agir à sa guise au sein d'une union monétaire imparfaite.

« À quel gouvernement Draghi doit-il s'adresser s'ils souhaitent faire décoller ses hélicoptères ? » demande Ashoka Mody, ancien directeur assistant du FMI.

La recherche de solutions technocratiques à des problèmes économiques complexes risque également de porter davantage atteinte à la monnaie unique, déjà en proie à des défis énormes en raison des flux migratoires et de la montée des extrémismes politiques.

« En se substituant de façon si directe à la politique fiscale, les hélicoptères monétaires peuvent devenir un acte profondément politique, » affirme Mody, qui a chapeauté le plan de sauvetage du FMI de l'Irlande en 2011.

« L'Europe a tenté de se gouverner à travers des règles technocratiques, notamment en ce qui concerne le budget, mais cela n'a jamais marché. »

Les défis de la zone euro, dans laquelle 19 gouvernements se trouvent sous l'égide d'une seule banque centrale, sont à 1000 lieues de ceux du Japon, où les politiques monétaires et fiscales travaillaient main dans la main pour relancer l'économie.

« Je pense que l'Europe sera chanceuse si elle parvient à s'en sortir aussi bien que le Japon durant sa décennie perdue, » a déclaré Mody.

Mais le débat entourant les hélicoptères monétaires a permis de montrer que les banques centrales disposent encore d'outils pour créer de l'inflation.

Citant la maxime de Milton Friedman affirmant que « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, » l'économiste Tim Congdon est convaincu que les politiques monétaires sont la seule possibilité qui existe.

« Les politiques monétaires ne peuvent jamais, je le répète, jamais, être à court de munitions. »

Création monétaire : nous sommes à nouveau en 1790

or-argent.eu mar 25, 2016

Article inspiré de celui d'Hugo Salinas Price publié sur Plata.com.mx le 22 mars 2016 sur les parallélismes entre la crise et les politiques monétaires de 1790 et d'aujourd'hui :



Une économie en berne

« Nous sommes en France en 1790, l'Assemblée nationale révolutionnaire est inquiète : la situation économique se détériore en raison de la pénurie de monnaie. Pas de quoi s'étonner, l'activité économique ralentit durant les périodes de troubles politiques.

Cette assemblée, composée de gens intelligents, éduqués et raisonnables, décide que cette pénurie de monnaie est intolérable et qu'il faut y remédier. Elle a une idée de génie : créer la monnaie nécessaire pour relancer la machine.

Créons de la monnaie pour relancer la machine économique

Les Assignats sont nés, garantis par les propriétés foncières récemment confisquées à l'Eglise. Ils sont rapidement imprimés et mis en circulation, leur valeur monétaire est exprimée en francs-or.

Dans un premier temps, les assignats circulent en compagnie des pièces d'or, s'échangeant à leur valeur nominale. Mais rapidement, un taux de change entre les

2 s'instaure, et la valeur des assignats chute par rapport à l'or. C'est le début d'un cauchemar qui va durer 7 ans.

Après la première émission des assignats, le problème du ralentissement économique n'étant pas réglé, une seconde émission est décrétée. Puis une 3e, une 4e et une autre, et encore une autre, si bien que la valeur des assignats ne cesse de dégringoler par rapport à l'or.

L'or est préféré aux Assignats

Pour leurs concepteurs, la dévaluation vertigineuse des assignats ne peut être que le fait de gens mauvais, ennemis de la patrie, qui doivent être sévèrement châtiés. L'assemblée décide, par exemple, qu'un marchand qui demande à un client potentiel s'il souhaite payer en assignats ou en or avant de donner son prix sera envoyé aux galères ou sur l'échafaud. Un réseau national d'espions est mis en place afin de pourchasser ceux qui conservent de l'or.

Les citoyens les plus futés décident d'emprunter des sommes énormes en assignats, sachant que leur valeur finira par chuter, pour acheter toutes sortes de biens tangibles : immobilier, œuvres d'art, bijoux, etc. De cette façon, des fortunes énormes se forment sur le dos des ignorants.

En 1797, Napoléon prend le pouvoir en France. Il met fin aux politiques très raisonnables des gens hautement compétents de l'Assemblée nationale en déclarant que l'or est l'unique monnaie. Les Assignats sont alors brûlés place Vendôme.

Les éminences grises de l'Assemblée nationale ont réussi... à mettre la France à genoux. Mais aucun d'entre eux ne fera son mea culpa.

Nous sommes aujourd'hui en 2016. Pourquoi sommes-nous à nouveau en 1790 ? Tout simplement parce qu'aujourd'hui, un petit groupe de gens orgueilleux pense pouvoir piloter l'économie mondiale sur base d'une construction intellectuelle erronée, à savoir le dollar non adossé à l'or et ses devises dérivées.

L'or, l'ennemi d'hier et d'aujourd'hui

En 1790, l'or était l'ennemi de ces gens vaniteux parce que la dépréciation des assignats par rapport à l'or révélait la supercherie. L'Assemblée nationale fit alors tout ce qui était en son pouvoir pour éradiquer l'utilisation de l'or en recourant à la violence. Aujourd'hui, l'or est à nouveau l'ennemi de nos maîtres orgueilleux. Car le métal jaune menace de mettre à nu la supercherie du dollar.

En 1933, un dollar valait 1,5 g d'or. Aujourd'hui, un dollar vous permet d'acheter

2,5 millièmes de gramme d'or. Comme les assignats, dont la valeur finit par tomber à zéro en 1797, le dollar fait face au même destin inévitable. Et vu que toutes les autres devises du monde ne sont que des dérivés du dollar, elles deviendront elles aussi sans valeur.

L'idée de la possibilité d'inventer une monnaie supérieure à l'or pour atteindre la prospérité était la faille intellectuelle fondamentale dans le raisonnement des membres vaniteux de l'Assemblée nationale de France en 1790.

Les banquiers centraux aujourd'hui commettent exactement la même erreur. Ils pensent que le dollar est une monnaie supérieure à l'or.

L'arrogance de la majorité de l'Assemblée nationale de France en 1790 a mené à la dévastation totale de l'économie française en l'espace de 7 ans. Les banquiers centraux d'aujourd'hui réaliseront sans aucun doute le même exploit. Et comme il y a plus de 2 siècles, n'espérez pas entendre de leur bouche l'aveu de leur culpabilité. »

« Le mensonge de la reprise américaine en 9 graphiques ! »

Charles Sannat 25 mars 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je vous propose un article de Jerome Corsi, publié le 22 mars 2016 sur wnd.com, sous le titre original « La dernière fraude Obama : la reprise économique réfutée en seulement 9 graphiques ».

J'ai toujours dit et affirmé depuis le départ qu'il n'y avait pas aux États-Unis de croissance économique autonome, franche et saine.

J'ai toujours dit que la FED ne pourrait pas monter sensiblement ses taux, ou alors que tout cela resterait avant tout symbolique sinon il y aurait une explosion brutale de la bulle boursière et plus grave encore de la bulle obligataire

J'ai toujours dit que nous en étions arrivés à un point où il n'y avait plus aucune bonne solution économique et que, in fine, tout cela se paiera par une crise monétaire liée à une déflation massive ou à une hyperinflation redoutable – ces deux phénomènes coexistant pour le moment dans ce que j'appelle "l'indéflation", un mot de mon invention pour décrire ce qui ne devrait pas se passer, à savoir une déflation sur certains aspects de nos systèmes économiques et une inflation importante sur certaines classes d'actifs. Après tout, les taux d'intérêt sont négatifs, ce qui veut dire que l'argent n'a plus de prix, n'a plus de valeur. Cela

veut dire que le prêteur doit payer l'endetté pour que ce dernier accepte son argent...

Réalité économique absurde qui devrait, loin de toute la communication lénifiante des autorités, vous faire frémir !!

Si l'argent n'a plus de prix, comment peut-il encore avoir de la valeur ?

Voilà une question que vous feriez mieux de ne pas vous poser si vous voulez dormir tranquillement !!

Sinon vous pouvez aller aussi dans votre bureau de poste échanger vos billets papiers de 50 euros contre la pièce de monnaie argent à 900/1000e de 50 euros aussi. Troquer un papier qui ne vaut rien théoriquement contre une pièce de 50 euros donc de même valeur faciale mais contenant 900/1000e d'argent, il n'y a pas photo.

Sinon vous pouvez aussi vous précipiter sur une maison avec un lopin de terre... Et comme je disais à l'un de nos camarades lecteurs qui me demandait s'il valait mieux qu'il achète quelques centaines d'euros de pièces d'or ou qu'il équipe sa maison, vous pouvez aussi vous meubler, ou vous outiller car cela vous sera toujours utile et une armoire, une serre tunnel pour votre potager ou encore des outils de jardin... Ce sont aussi des actifs tangibles !

Les inconnues connues !

Mon point de vue est que l'on doit se préparer à une crise monétaire et je n'en ai point varié. La seule inconnue, ou plutôt les deux inconnues connues sont les suivantes :

Le quand !

Les contours précis de cette crise monétaire et sa gravité par rapport aux flux commerciaux et économiques. Les perturbations seront-elles supportables ou assisterons-nous à un blocage total du système et donc des échanges ?

L'effet des politiques d'Obama

Obama est nettement moins populaire qu'à son arrivée, et la déception de nombreux Américains est réelle et profonde. Il ne faut pas regarder les USA avec nos yeux de Français élevés et chaperonnés à l'État-providence.

Alors forcément, vu d'ici, la sécurité sociale pour tous aux États-Unis cela semble bien et ça l'est vraisemblablement, mais pour les Américains c'est une révolution majeure, surtout des mentalités.

On a beaucoup expliqué que les USA ne faisaient plus de politique de relance économique et pourtant tout le monde omet les programmes de type Obamacare, qui sont une forme de relance même masquée. En prenant en charge les soins, la collectivité décharge l'individu de ses dépenses médicales et donc injecte directement du pouvoir d'achat dans la poche des gens (et des professions de santé au sens large en incluant les labos dedans).

Je voulais vous montrer à travers cet exemple que bien souvent les analyses que l'on nous donne en pâture sont parfaitement fausses parce qu'elles sont totalement tronquées ou que les éléments manquants sont tels qu'à l'arrivée l'appréciation de la situation est considérablement différente.

Non, il n'y a pas de reprise aux USA. 80 % des nouveaux emplois le sont sous la forme de travailleurs indépendants équivalents à nos auto-entrepreneurs et c'est la tendance lourde du marché du travail. Alors en façade, on affiche un chômage très bas, en sachant pertinemment que c'est totalement faux, que des millions de chômeurs ne sont plus comptabilisés, que la misère a explosé ou encore que les emplois créés sont de très mauvaise qualité et je passe des dizaines d'autres problèmes qui amènent tous à la même conclusion : il n'y a pas de reprise autre que dans le mensonge de la présentation des choses, et la situation de 2016 est partout bien plus grave que celle de 2008.

Pour voir ces 9 graphiques et leurs commentaires, c'est encore plus bas !!

En attendant, mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

[Alerte face à la dette des économies émergentes au Forum de Boao](#)

Il y a quelques jours, je vous indiquais dans un article que la dette des pays émergents était d'environ 7 à 9 000 milliards de dollars et que 1 200 milliards de dollars allaient devoir être refinancés prochainement, ce qui pourrait s'annoncer assez délicat dans un marché obligataire libre et non faussé.

Il y a donc de fortes chances que cela se termine soit par un énorme krach, soit par une intervention massive et concertée des banques centrales pour assurer la bonne liquidité des marchés.

Charles SANNAT

[Le chômage atteint un nouveau record en France](#)

Les chiffres du chômage sont sortis hier soir. Je n'ai pas eu le temps de les analyser en profondeur et je m'en occuperai le plus vite possible pour vous tenir informé.

En attendant l'analyse précise, "le chômage est reparti à la hausse en France en février pour atteindre 3,59 millions de demandeurs d'emploi sans aucune activité, soit une augmentation de 1,1 % en un mois : une douche froide pour le gouvernement après la nette baisse enregistrée le mois précédent".

"En février, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a fortement augmenté, avec 38 400 nouveaux inscrits en métropole."

Ou encore : "Cette hausse brutale efface largement une baisse importante d'inscrits enregistrée en janvier par Pôle emploi : 27 900 personnes de moins que fin décembre 2015. Mais les services statistiques avaient alors évoqué des événements "inhabituels et inexplicables" qui rendaient l'interprétation de la baisse difficile."

Comme prévu, hélas, il n'y a pas d'inversion de la courbe du chômage qui s'annonce malgré les plans massifs de formations annoncés par l'exécutif en vue de la préparation des élections de 2017 et c'est sans doute ce qu'il y a de plus inquiétant dans cette histoire. Même en injectant des centaines de milliers de formations, il n'y a aucun résultat palpable.

Charles SANNAT

[Source ici](#)

L'effondrement financier de l'industrie minière.

Patrick Reymond 24 mars 2016

L'industrie minière est en phase d'agonie. Les unes après les autres, les compagnies US déposent le bilan, ferment les mines les moins intéressantes, et cassent les prix sur le reste. Total, les prix baissent encore plus, et d'autres compagnies déposent à leur tour leur bilan. Bien sûr, sans liquidation judiciaire, le jeu de la concurrence est profondément faussé entre ceux qui ont sauté le pas, et les autres, principalement, aux USA, pour les pensions de retraites.

Le nombre de retraités étant plus important que le nombre d'actifs, il est clair que c'est "une mine", d'économies.

Globalement, l'industrie minière US, traditionnellement très importante, a perdu 227 milliards de USD en 2015, autant qu'elle en avait gagné dans les 8 années précédentes.

Cette médiocrité des résultats explique la médiocrité des résultats de la firme Caterpillar, spécialisé dans ce matériel. De plus, il y a bien longtemps que l'industrie minière avait liquidé sa main d'oeuvre, au profit des machines.

Dans ce monde ravagé, on peut voir l'inexistence réelle de l'économie tertiaire. En réalité, celle-ci dépend réellement d'un soubassement industriel, agricole et minier important. Et si ce n'est ici, c'était ailleurs.

Quand celui-ci montre des signes évidents de stress et de souffrance, le reste ne suit pas. Effectivement, le coût de la main d'oeuvre dans les mines US, avait été switché au profit des machines. Il n'en restait que la production des mines de charbon n'avait jamais baissé. Elle avait augmenté, avec des équipes réduites et très mécanisées.

Le solide consiste surtout à extraire dans un premier lieu, du charbon, dans un deuxième temps, du minerai de fer, et enfin de la bauxite. Ce sont les 3 minerais, significatifs en matière de volumes produits, le reste étant grandement du pipi de chat.

Ces productions souffrent actuellement, même l'aluminium, et la production de bauxite est de l'ordre de 40 fois moindre que celle de charbon, et 10 fois moindre que celle de fer.

Une bonne partie du réseau de transport n'existe que pour ces productions, et leur affaiblissement et/ou leur disparition les fera rentrer en crise, s'ils n'y sont pas déjà. Aux USA, des gares ferroviaires vieilles de 150 ans, sont rayées de la carte, des trains sont stockés en plein désert, et même l'industrie de bois, est touchée. celle-ci misait sur le granulé, destiné au chauffage, mais le marché est plombé. Ceci aggrave aussi la crise des chemins de fer, dont cette industrie était largement utilisatrice.

A cela s'ajoute, bien sûr, la crise pétrolière, et celle, moins connue, du gaz. Et le tableau est complet. En effet, la crise du charbon est une conséquence de la baisse carabinée des prix du gaz, ce qui est loin d'être bon pour la production.

Total : charbon, fer, bauxite, pétrole et gaz voient leurs prix baisser, les investissements se réduire ou mieux, désinvestissement complet. On peut donc voir une crise très profonde, avec un peak minéral qui ne pourra pas se redresser.

[Atlantoc city détruite...](#)

Patrick Reymond 25 mars 2016

Atlantoc (dans le nord), n'a même pas eu besoin, comme Atlanta, du passage du général Sherman ou d'un quelconque jihadiste pour être détruite de fond en comble.

65 % des recettes fiscales sont perdues et 28 % des fonctionnaires ont été viré. 1000 fonctionnaires sont mis à pied le 8 avril, le temps que l'argent rentre.

Le maire de la ville a appelé l'état au secours, mais celui-ci demande la mise sous tutelle, qualifiée de "dictature fasciste", par le maire. Réduction à Hitler, là aussi. Il reste que la chute des recettes, laisse voir l'état réel de l'économie locale. Insignifiant. Pendant ce temps, les grandes entreprises, par les traités transnationaux, veulent voir sauvegarder leurs investissements financiers, mais visiblement, ils se trompent d'époque. Il est clair que le bal va s'arrêter et les carrosses redevenir citrouilles.

Fed, impression monétaire et étranges créatures

Rédigé le 25 mars 2016 par Bill Bonner

▪ Nous dérivons dans le brouillard. Cela dure depuis des années. Qu'est-ce que c'est que ça ? Une vague silhouette... les contours de quelque chose... qui se précise. Oui... C'est l'étrange Ile des Bizarreries et des Impossibilités. Lorsqu'il pleut sur cette île, l'eau remonte depuis le sol. Lorsque le soleil brille, il faut mettre des bottes en caoutchouc. Les plantes rugissent... et les pierres pleurent. Nous voulons explorer la fabuleuse politique monétaire de la Fed, aujourd'hui. Alors jetons l'ancre... et ramons jusqu'au rivage pour voir ce que nous pouvons y trouver.

▪ Une créature étrange

Lorsque la Fed a annoncé son programme d'assouplissement quantitatif, il y a bientôt huit ans, nous n'avons pas trop su quoi en penser. Animal ? Végétal ? Minéral ? "De l'impression monétaire", avons-nous décidé. "Non, ce n'est pas du tout de l'impression monétaire", ont dit de nombreuses voix — y compris dans notre propre équipe. C'était une toute nouvelle espèce, ont-elles affirmé... Ce n'était pas de la "monnaie". Et les banques centrales ne "l'imprimaient" pas. Les voix avaient raison. Ce n'était pas de la "monnaie". Et les banques centrales ne "l'imprimaient" pas. La Fed remplaçait simplement la dette de long terme (les bons du Trésor et les obligations hypothécaires appuyées par le gouvernement) par de la dette de court terme. L'idée était la suivante : la demande supplémentaire ferait grimper les prix des obligations et baisser leurs rendements (les prix et les rendements obligataires évoluent dans des directions opposées). Parce que les banques ne pouvaient pas dépenser leurs réserves. Et n'en avaient pas besoin pour faire des prêts. De plus, c'est aux banques centrales de décider du taux d'intérêt qu'elles paient aux banques sur ces réserves. Puis les choses sont devenues encore plus bizarres. Les banques centrales ont commencé à mentionner... puis à expérimenter... des taux d'intérêt négatifs sur ces réserves. Quelle était cette étrange créature ? Comme l'ornithorynque ou le tatou tronqué, nous avons d'abord pensé que c'était une plaisanterie. Cela ne pouvait exister. Et pourtant. Personne ne

savait non plus ce que ces étranges animaux feraient. Étaient-ils dangereux ? Venimeux ? Personne ne savait non plus ce que ces étranges animaux feraient. Étaient-ils dangereux ? Venimeux ? Personne n'en avait jamais vu. Dans les bars de Manhattan et les pubs de la City londonienne, des débats enflammés avaient lieu entre les économistes et les traders tentant de comprendre ce nouvel écosystème. Le temps a précisé tout ça — et maintenant, nous y voyons plus clair... Que se passe-t-il vraiment sur cette île fantasmagique ? Apparemment, nous avons raison depuis le début : c'est bien de l'impression monétaire !

▪ **Faites chauffer les hélicoptères**

Même les économistes de l'establishment commencent à s'en rendre compte. Voici le directeur de Capital Economics, Roger Bootle, écrivant dans le journal britannique The Telegraph : "Sous le QE, la banque centrale achète des actifs financiers sur les marchés (généralement des obligations gouvernementales) avec de l'argent qu'elle émet elle-même, augmentant ainsi les deux côtés de son bilan [actif et passif]. En pratique, très peu de billets sont imprimés. La monnaie supplémentaire est plutôt créée électroniquement. Mais dans la mesure où les dépôts dans les banques centrales sont interchangeable avec des billets, décrire l'opération comme de 'l'impression monétaire' constitue un raccourci acceptable". Le département de recherches de la banque d'investissement française Natixis va plus loin dans son analyse : "Certains appellent à la mise en place d'un plan d'argent par hélicoptère : la distribution d'argent [par le gouvernement... sans compenser par des impôts ou de l'emprunt]". En réalité, l'assouplissement quantitatif est déjà de l'argent par hélicoptère. Lorsqu'un gouvernement distribue de l'argent — aux pauvres, par exemple — expliquent les analystes de Natixis... et finance cette dépense grâce au rachat d'obligations d'Etat par les banques centrales... c'est identique à une simple impression monétaire. Les autorités ont obtenu un crédit sans véritable débit. Elles ont de l'argent à dépenser mais n'ont pas besoin de rembourser leur dette. En fait, de la manière dont les choses fonctionnent actuellement, la Fed rend les intérêts sur les obligations gouvernementales — aussi limités soient-ils — au département du Trésor US.

▪ **De l'argent gratuit !**

C'est un peu comme emprunter pour acheter une voiture. Suite à quoi le prêteur vous rend les intérêts versés... et continue à renouveler votre crédit, sans doute éternellement. Vous auriez une voiture gratuite ! C'est exactement ainsi que l'économiste Richard Duncan, de Macro Watch, décrit la situation. Non seulement le nouvel argent obtenu par les autorités est gratuit... mais la banque centrale peut aussi faire disparaître les emprunts passés Non seulement le nouvel argent obtenu

par les autorités est gratuit... mais la banque centrale peut aussi faire disparaître les emprunts passés. Selon Duncan, lorsqu'une banque centrale achète une obligation gouvernementale, dans les faits, elle annule la dette. Les intérêts sont retournés au débiteur... et le principal n'est jamais récupéré. Le QE est de "l'annulation de dette", dit Duncan. Voyons voir si nous avons bien compris : on emprunte... on dépense... puis la dette est annulée. Presque trop beau pour être vrai, non ? Par précaution, nous allons remonter dans notre bateau. Cette île nous donne des frissons.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/fed-impression-monetaire/>

Copyright © Publications Agora

Les marchés « puent »; oui et après?

Bruno Bertez 24 mars 2016

Les marchés « puent ». Pas besoin d'être technicien pour s'en persuader. La courbe qui fait un « top » arrondi, le plus bas de février plus bas que le précédent, l'évolution des volumes, l'érosion rapide du momentum, tout cela fait un processus de « top » facile à diagnostiquer.

Les chartistes tournent comme des girouettes en essayant de battre le marché sur le terrain du timing. On ne renonce pas à jouer le gourous quand on en vit. Etre professionnel, c'est faire métier de quelque chose, en faire de l'argent.

Ceux qui étaient prompts vendre la peau de l'ours baissier il y a une semaine, sont donc en train de retourner casaque, ils discernent une formation de « top ».

Le plus honnête serait de jeter l'éponge et de dire clairement: oui cela a une allure à baisser, voire chuter, mais nous ne sommes pas dans des marchés libres, nous sommes dans des marchés dirigés et nous devons avouer que nous ne savons pas ce que les pilotes ont en tête. D'ailleurs eux même ne le savent pas, ils discutent, ils se contredisent.

Une magnifique formation de « top » sur le marché phare , le S&P 500.



Le pétrole finit encore en baisse à 39,46 dollars le baril

Romandie Le 25 Mars 2016



Les cours du pétrole ont un peu reculé jeudi à New York en dépit d'une nette réduction du nombre de puits en activité aux Etats-Unis, le marché restant déprimé par les énormes excédents.

Le cours du baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en mai a perdu 33 cents à 39,46 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), au dernier jour d'une semaine d'échanges écourtée par le Vendredi saint.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance a

perdu juste 3 cents à 40,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE).

En baisse plus prononcée à l'ouverture, les cours ont réduit leurs pertes dans l'après-midi.

Il y a 15 puits (en activité) de moins (que la semaine dernière aux Etats-Unis), cela vient un peu soutenir le marché malgré les horribles chiffres d'hier sur les stocks de brut aux Etats-Unis, a expliqué Andy Lipow, chez Lipow Oil Associates.

Le nombre de puits en fonctionnement, publié en début d'après-midi par la société de services pétroliers Baker Hughes, est de nature à rassurer un marché qui voudrait voir baisser plus rapidement la production américaine, obstinément calée au-dessus de 9 millions de baril par jour en dépit de petites baisses hebdomadaires récurrentes.

Le marché essaie de se reprendre mais il va rester lesté par le haut niveau des stocks, en l'absence de mesure concrète prise par les producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et hors Opep pour faire baisser la production, a ajouté M. Lipow.

Pour Bart Melek, chez TD Securities, les excédents chroniques que nous connaissons depuis 2014 vont persister au deuxième trimestre 2016, et avec eux les doutes sur un gel de production vont sans doute continuer à saper l'optimisme des investisseurs.

Du côté des stocks, les réserves de brut aux Etats-Unis ont affiché un bond de 9,4 millions de barils durant la semaine achevée le 18 mars, quatre fois plus important que ne l'anticipaient les experts interrogés par l'agence Bloomberg, selon les chiffres du ministère américain de l'Energie publiés mercredi.

Pour ce qui est d'un gel de production, dont l'évocation depuis février a permis aux cours de bondir de quelque 50%, il semble encore incertain en dépit des préparatifs d'une réunion entre producteurs de l'Opep et hors Opep prévue le 17 avril à Doha.

Cette possibilité d'une limitation de l'offre a été intégrée dans les prix du marché mais il semble qu'on soit encore loin d'une réduction (de la production), commentait Jasper Lawler, chez CMC Markets.

Le ministre de l'Énergie russe a dit qu'il était +techniquement possible+ que la Russie réduise sa production de 5%. Que la Russie +ait la capacité de+ réduire sa production peut paraître évident mais le climat rigoureux de la Sibérie limite la rapidité avec laquelle cela peut être fait, poursuivait l'analyste.

Pour Andy Lipow, la production russe va décliner naturellement en raison de la

baisse des investissements, mais je ne crois pas qu'elle va baisser volontairement, a-t-il dit, ne croyant pas à une baisse d'une telle ampleur.

Par ailleurs, la nette appréciation du dollar, qui a bénéficié ces derniers jours de propos rassurants de plusieurs dirigeants de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur la normalisation de la politique monétaire des États-Unis, a accentué la pression à la baisse sur les prix du pétrole.

Tout renforcement du billet vert pèse en effet sur les prix du pétrole, dont les échanges sont libellés en dollars, en pénalisant les investisseurs munis d'autres devises.

Source: [romandie](#)

[Peter Boockvar: nous constatons maintenant la fin de l'influence des banques centrales sur les marchés](#)

BusinessBourse Le 24 Mars 2016



Peter Boockvar, chef analyste de marché chez le courtier [Lindsey Group](#) explique sur [kingworldnews](#) qu'on constate dorénavant la fin de l'influence des banques centrales sur les marchés.

Peter Boockvar: “Ce que nous constatons actuellement, c’est que les banques centrales sont arrivées au bout du chemin en terme d’influence qu’elles ont sur les marchés.

Elles en ont obtenu un petit peu à nouveau jusqu’à la fin de la semaine dernière sur les marchés financiers.

Mais elles ne maîtrisent déjà plus les matières premières depuis 5 ans. Elles sont en train de perdre le contrôle sur les devises, et à un moment donné, elle perdront le contrôle sur les obligations et sur les marchés financiers.

Telle est ma plus grande crainte et c’est ce à quoi je m’attends, malheureusement.

[Olivier Delamarche: “Les banques centrales ont totalement perdu la main”](#)

[Jacques Sapir: “les actions des banques centrales ne sont plus efficaces, elles](#)

ont atteint leur limite !”

Vous pouvez continuer à écouter ci-dessous l’intégralité de l’interview de Peter Boockvar.



<http://www.businessbourse.com/2016/03/24/peter-boockvar-nous-constatons-maintenant-la-fin-de-l'influence-des-banques-centrales-sur-les-marches/>

La crise bancaire italienne perd les pédales avec élégance



Wolf Richter
Wolf Street

Publié le 25 mars 2016

Comment verser ses déchets toxiques sur le public de façon détournée

Pendant la crise de l'euro, alors que la BCE achetait de la dette gouvernementale aux Etats membres afin d'empêcher la dette italienne et espagnole d'imploser, les politiciens allemands se tracassaient ouvertement de la situation. Frank Schäffler, à l'époque membre du Parlement fédéral, était l'un d'entre eux. En septembre 2011, il a déclaré, avec une exactitude troublante, que :

« Si la BCE continue ainsi, elle achètera bientôt de vieilles bicyclettes pour lesquelles elle paiera avec de la nouvelle monnaie papier. »

C'est ce qui se passe aujourd'hui.

L'Italie, la troisième plus grosse économie de la zone euro, traverse aujourd'hui une crise bancaire de grande ampleur. Quatre de ses petites banques ont été refinancées l'année dernière. Les plus grosses commencent à vaciller. Les actions italiennes se sont effondrées. Le pays est aux prises avec des prêts non-performants (qui feront bientôt l'objet de défauts). Nous ne sommes même pas certains de l'étendue de ces prêts non-performants.

On nous parle aujourd'hui de 201 milliards d'euros. Mais même la BCE semble douter de ce chiffre. Son nouveau régulateur bancaire, le Mécanisme de

surveillance unique, cherche désormais à obtenir plus d'informations quand à ces prêts, afin de mieux les contrôler.

Nous avons aussi pu entendre parler de [plus de 300 milliards d'euros](#) de prêts non-performants, soit 18% des prêts en cours.

Le FMI a mis en lumière un aspect plus effrayant encore de ce fiasco. Il a [rapporté que](#) l'année dernière, plus de 80% des prêts non-performants étaient des prêts aux entreprises. Parmi les prêts aux entreprises, 30% étaient non-performants. Les différences régionales sont très importantes, avec 17% dans certaines régions du nord du pays, contre plus de 50% dans des régions du sud. Voici ce que nous dit le rapport :

Les prêts non-performants des entreprises reflètent à la fois une faible rentabilité en période de forte récession et le surendettement de nombreuses firmes italiennes, notamment des petites et moyennes entreprises, qui sont dans le pays plus nombreuses que dans n'importe quelle autre nation de la zone euro. Voilà qui correspond aux données récoltées par les sondages menés auprès d'entreprises, qui montrent que 30% de la dette des entreprises doit être remboursée par des firmes dont les revenus (avant versement de taxes et d'intérêts) sont insuffisants pour couvrir leurs remboursements d'intérêts.

La raison pour laquelle ces prêts non-performants s'accumulent au fil des années est que les banques ont pris leur temps pour les annuler ou les vendre à des tiers partis aux taux du marché (ou simplement refusé de le faire). Une reconnaissance de ces dettes aurait rongé le capital des banques, qui se fait déjà rare. La réalité était bien trop moche pour être acceptée.

L'étude a découvert que le temps d'attente moyen pour une annulation de dette est passé à plus de six ans en 2014. Et nous montre également ceci :

En 2013, moins de 10% de la mauvaise dette, malgré un état d'insolvabilité évident, a été annulée ou vendue. Ces annulations de dette toxique varient significativement entre les grosses banques, celles dont le prêt non-performant est plus élevé ayant enregistré le taux d'annulation le plus faible. La lenteur des annulations de dette a joué un rôle important dans l'accumulation de dette non-performante.

Et aujourd'hui, pour éviter de voir les banques vaciller, la BCE a mis en place un projet ingénieux : utiliser ces actifs toxiques ou les accepter en tant que collatéral en échange de liquidités.

C'est ce qu'a annoncé le Trésor italien aux journalistes de [Reuters](#). Oh ! Mais la

BCE ne les achètera pas directement. Le faire violerait les règles établies; parce qu'elle ne peut qu'acheter des actifs dont la note de crédit est relativement élevée. Et ces actifs particuliers sont toxiques.

Alors ces prêts vont être regroupés dans le cadre de titres adossés à des actifs, et divisés en différentes tranches structurées. Les tranches supérieures seront les dernières à absorber les pertes. Une note de crédit élevée sera appliquée à ces tranches supérieures afin de les rendre éligibles à un achat par la BCE, bien qu'elles soient toujours garanties par les mêmes prêts toxiques, dont une majorité ne sera jamais remboursée.

La BCE achètera ces tranches dans le cadre de son programme d'assouplissement quantitatif de 62,4 milliards d'euros par mois, dont officiellement 2,2 milliards d'euros par mois de titres adossés à des actifs (bien qu'elle en ait jusqu'à présent acheté moins). Par ailleurs, la BCE peut accepter ces titres toxiques en tant que collatéral contre des devises dans le cadre de ce qu'on appelle des accords de rachat.

Mais racheter même les tranches supérieures de ces titres violerait les [règles établies par la BCE](#), qui stipulent que :

Au moment de son inclusion dans la titrisation, un prêt ne doit pas être objet de dispute, de défaut ou susceptible de ne pas être remboursé. L'emprunteur lié à l'emprunt ne doit pas être qualifié comme étant en situation de crédit difficile (voir IAS 36).

Il est amusant de noter que, par définition, une dette non-performante fait l'objet d'un défaut ou a peu de chances d'être remboursée, possiblement depuis des années; et que son emprunteur est déjà qualifié comme étant en situation de crédit difficile, même si l'entité existe encore. La BCE fait ce qu'elle veut, personne ne peut l'en empêcher. Reuters :

La décision pourrait donner du poids à un projet italien récemment approuvé, qui vise à aider les banques à se débarrasser d'une partie de leurs 200 milliards d'euros de crédit toxique et à libérer des ressources pour octroyer de nouveaux prêts.

Mais le projet limiterait les achats de la BCE aux tranches supérieures de titres adossés à des actifs, et donc à une portion limitée des prêts toxiques. Là-aussi, il y a un moyen de contourner cette limite artificielle.

Pour vendre des tranches de titres inférieures à la BCE, les banques peuvent en améliorer la note de crédit en achetant une garantie au gouvernement italien qui, grâce à la garantie de la dette italienne par la BCE, a une note de crédit de BBB-

juste au-dessus de ce qui est considéré comme toxique, et donc « de qualité d'investissement ».

C'est suffisant pour la BCE. Une garantie par le gouvernement italien transférerait la note de crédit de BBB- de l'Italie aux tranches de titres même les plus inférieures.

Reuters a contacté Standard & Poor, qui cherche à affecter une note de crédit à ces titres, parce que c'est ainsi que la société fait rentrer de l'argent. Reuters a ensuite rapporté ceci quant au « projet italien » :

« L'évaluation faite par Standard and Poor des accords précédemment garantis par des prêts non-performants a typiquement dépendu de nombreux facteurs, parce que des collatéraux différents peuvent présenter des risques uniques, a écrit l'agence.

En général, notre analyse de crédit vise à déterminer l'échéance attendue des flux de trésorerie et le produit net de la liquidation d'actifs. »

Reuters cite également une source de la BCE qui aurait dit en novembre dernier que l'achat de dette non-performante pourrait être considéré en cas de situation extrême si la situation économique de la zone euro devenait « très mauvaise ».

Il semblerait que la situation soit devenue « très mauvaise ». Alors que la crise bancaire italienne perd les pédales avec élégance, la BCE tente de prendre le contrôle de la situation en achetant de « vieilles bicyclettes », ou devrais-je dire des titres adossés à des actifs dont les prêts sous-jacent ont, en moyenne, fait l'objet d'un défaut il y a six ans. Ce qui permettra aux intermédiaires financiers de tirer beaucoup d'argent. Les citoyens d'autres pays auront à absorber ces prêts toxiques ainsi que la monnaie extraite par ces intermédiaires. Et les propriétaires d'obligations italiennes auront fait un pas de plus vers leur plan de refinancement personnel.

Ces maudites banques ! Lisez ceci : [Hounded by NIRP: Global Bear Market Progress Report](#)

LA DISRUPTION EST ENTRÉE DANS LES MŒURS FINANCIÈRES

par François Leclerc

Un nouveau mot est entré par surprise dans le vocabulaire (presque) courant : disruption. L'emprunt est à la mode, utilisé pour qualifier les ruptures de tous ordres qui se multiplient en s'appuyant sur des progrès technologiques. De manière plus parlante, on parle aussi *d'uberisation*.

En si peu de temps nous sommes déjà environnés de disruptions et devons nous préparer à l'être bien davantage ! La société dans laquelle nous vivons va connaître d'importantes et rapides mutations qu'il est temps de pressentir afin de faire face à de nouveaux enjeux.

Tous les domaines d'activité sont concernés, mais les activités financières sont parmi les premières touchées. Déjà, ses grands acteurs américains s'engagent dans la reconfiguration de certaines de leurs activités, disposant d'imposants moyens financiers et soucieux de la concurrence de nouveaux venus, avec lesquels il est préférable d'engager des partenariats ou de les acheter. Si Wall Street est très active dans la Silicon Valley, ce n'est pas seulement pour réaliser de bonnes affaires, mais surtout pour préparer son avenir.

Goldman Sachs l'illustre parfaitement. La banque d'affaires peut déjà aligner de nombreux succès après avoir soutenu entre autres Uber, DropBox ou Spotify, mais son principal objectif est ailleurs, les revenus en résultant étant pour elle marginaux. Son objectif déclaré est de bénéficier du savoir-faire de ces nouvelles entreprises et de se l'approprier en l'adaptant à ses besoins, motivée par la certitude que des bouleversements attendent les activités bancaires et financières et qu'il faut prendre les devants.

Lloyd Blankfein, son PDG, a résumé sa politique en expliquant : « nous essayons de nous perturber nous-mêmes », ce qui est incontestablement préférable qu'à l'être par d'autres. De fait l'effectif de la banque est composé à hauteur de 30% d'ingénieurs informatiques – plus que de banquiers et de traders – ce qui lui permet d'affirmer « nous sommes une entreprise technologique ».

Steve Schwarzman, l'un des fondateurs du fonds d'investissement Blackstone, a de son côté déclaré que s'il avait trente ans de moins – il en a soixante-huit – il se rendrait en Californie où « il y a tellement de disruption et d'incroyable création de valeur ». De fait, la liste des banquiers de haut niveau qui font le déplacement s'allonge.

En dépit de leur toute-puissance, les grandes banques ne sous-estiment pas la concurrence des nouveaux venus, même ceux-ci choisissent pour débiter des terrains laissés largement en jachère par celles-ci. C'est le cas de plates-formes comme LendingClub ou Prosper, qui mettent en relation emprunteurs et prêteurs, auxquelles Morgan Stanley accorde d'ici 5 ans 8% de parts de marché sur le segment du crédit à la consommation, et 16% sur celui du crédit aux PME. D'autres secteurs d'activité comme les transferts d'argent entre devises vont être bouleversés, vu l'importante baisse des frais et commissions affichées par TransferWise ou Remit, deux nouveaux acteurs.

Les *Fintech* (les technologies financières) vont aussi permettre d'élargir le marché des investisseurs en produits financiers, apanage jusqu'à maintenant des institutionnels, établissements financiers et grosses fortunes. Deux startups s'y sont déjà engagées : Acorns et Betterment. La première propose d'effectuer des micro-investissements par tranches de 5 dollars, en arrondissant au dollar supérieur tous les achats par carte bancaire de ses clients pour alimenter leur compte. Un robot-conseil compose le portefeuille de chacun d'entre eux, suivant son profil. En 16 mois, près de 700.000 comptes ont été ouverts, dont 75% par des moins de 34 ans, une population ayant pris ses distances avec les banques.

D'autres nouveaux venus proposent également leurs services personnalisés de conseil en investissement dispensés par des robots. Blackrock a fait l'acquisition de l'un d'entre eux, FuturAdvisor, et Fidelity's a engagé un partenariat avec Learn Vest et Betterment. Le consultant A.T. Kearny estime que la progression du volume des investissements en produits financiers réalisés via les robots-conseils va être fulgurante, il faut donc en être sans attendre que les places soient prises et les tickets d'entrée devenus très onéreux.

Goldman Sachs a choisi un autre domaine en achetant Honest Dollar, qui aide les PME et les travailleurs indépendants ou en auto-entreprise à fournir à leurs employés des plans de retraite ou à s'en constituer. Jusque là délaissé, ce marché est énorme, 45 millions d'Américains en étant dépourvus. Mais la banque d'affaire pense aussi à elle – et à certains de ses gros clients qui pourront en bénéficier – en investissant dans Kensho tout en développant un partenariat avec cette startup. Initialement dénommée Warren (pour Buffett), cette puissante plate-forme effectuée à la demande, et dans des délais étonnants courts, des recherches financières approfondies, dans le but d'apporter une aide à la décision.

Remplaçant des analystes financiers à qui le même travail demanderait beaucoup plus de temps – et coûterait plus cher – Kensho va puiser dans les données non structurées de l'actualité ou du passé des informations de toute nature – par exemple, des événements météorologiques ou géopolitiques ou bien des innovations technologiques – pour les intégrer, au lieu de se limiter aux seules informations financières traditionnelles. Testé au coeur même du saint des saints, la salle des marchés de Goldman, Kensho aurait fait preuve de l'étendue de son savoir-faire.

La disruption n'en est qu'à ses débuts. S'il est impossible d'estimer la place au soleil que les nouveaux venus se feront, au détriment de ceux qui sont en place ou en partenariat avec eux, au choix, il en ressort en tout état de cause que le nombre d'emplois de *l'industrie financière* pourrait diminuer de moitié. Tel est le pronostic

d'Antony Jerkins, l'ancien dirigeant de la banque britannique Barclays.

Les banques ont eu comme politique de développer la *bancarisation* en ouvrant des comptes aux enfants pour les mettre dans le bain. Élargir le champ des investisseurs développe le business et procède de la même logique politique d'implication.

Réflexions éparses

Posté le 24 mars 2016 par Bruno colmant

Les jeunes apprennent que la crise serait une réplique de celle des années Trente, mais rien n'est dit sur leur avenir.

A l'instar de ce qui se passe dans tous les autres pays européens, ces jeunes ne comprennent pas que les problèmes de la génération à laquelle ils succèdent ont été arbitrés à leur détriment. L'emploi se dissipe, et ils entendent qu'ils seront débiteurs des dettes de la génération précédente.

Ils prennent conscience du fardeau de l'endettement public, qu'ils ne voudront, ni n'arriveront à éponger. Pire, ils perdent confiance. En eux et en leur pays. Certains le quittent d'ailleurs.

Alors, que leur expliquer ? Au cours des trente dernières années, quelque chose doit s'être fissuré dans l'économie belge. Jadis, le pays était l'un des plus florissants du monde. Aujourd'hui, la Belgique a compris qu'une partie de son avenir était derrière elle.

Bien sûr, on argumentera que l'économie s'est mondialisée et qu'il n'est que logique qu'un petit pays se dilue dans des agrégats plus importants. Les polarités de développement se sont inversées et la croissance s'est exilée.

Depuis dix-sept ans, l'Euro a pris le relais du franc belge. Pourtant, si la Belgique est la capitale de l'Europe, c'est plutôt l'Europe qui se réunit à Bruxelles. Le Royaume n'est protégé par aucune géographie défensive et son ouverture territoriale en accentue la dépendance.

Mais il y a autre chose. Pas un naufrage, mais plutôt une infime et inéluctable dérive. Une morosité silencieuse. Une résignation. De nombreux citoyens le ressentent, mais peu l'expriment. C'est un sentiment flou, teinté d'amertume des grandeurs passées et d'incompréhension des réalités modernes.

Une nostalgie des années soixante où le pays promettait à ses élites aux meilleures destinées et l'insouciance du plein-emploi. Peu avant, la royauté avait vacillé avant d'être mise au vote. Heureusement, la croissance des années d'après-guerre avait

pris le relais de la perte des colonies.

Quelle est l'origine de cette transformation ? Il y a, bien sûr, des facteurs circonstanciels qui sous-tendent la diffusion de l'économie de marché : accès à l'information, détente mondiale des flux de commerce, déliquescence des régimes totalitaires, responsabilisation accrue souhaitée par les agents économiques.

Cette évolution relève aussi de l'effacement d'un effet d'optique. Celui-ci a conduit nos communautés à confondre la croissance d'après-guerre avec une tendance de fond. Or, on le sait aujourd'hui : cette croissance a fondé la répartition des richesses, alors qu'elle n'était qu'un effet d'aubaine.

Au-delà de ces éléments factuels, il y a un autre facteur, dont nous soupçonnons qu'il est d'une envergure considérable. C'est la perte des valeurs supérieures qui contraignaient la pensée collective.

La mue des pouvoirs publics est aussi évidente. Le premier choc est probablement apparu au cours des années trente. La Belgique est sortie très appauvrie de la Première guerre mondiale et les politiques monétaires qui l'ont suivie étaient insensées. A l'époque, le franc belge a dû être dévalué jusqu'à des tréfonds abyssaux en période d'instabilité politique et de perte des repères militaires.

L'après-guerre a permis la reconstruction du pays et, surtout, il y avait le Congo, cette inépuisable réserve de matières premières et ce relais d'une économie nationale qui devenait étriquée. L'industrie était extractive. Elle transformait la matière première.

Après l'indépendance des colonies et les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, il y eut la perte de la tradition industrielle. Les capitaines d'entreprises belges étaient mondialement connus. Ses ingénieurs faisaient la fierté des écoles polytechniques. Et surtout, la Belgique, c'était le charbon, l'acier et les constructions métalliques et navales.

Mais l'économie entamait un nouveau cycle : l'entrée dans le secteur tertiaire. Les ingénieurs cédèrent le pas aux financiers. Cette transition fut pénible et les gouvernements de l'époque firent du cabotage budgétaire. Personne ne le leur reprochera, car les cycles passés étaient révolus.

Pourtant, l'accablement qui en résulta n'était pas une transition obligée. De nombreux pays, parfois moins bien situés que la Belgique, ont surmonté ces difficultés tout en conservant ou en faisant croître l'esprit d'entreprise et en développant des leaders ambitieux dans de nombreux secteurs.

Et finalement, lorsque le chercheur écarte l'accessoire du principal, il lui reste une cause, sans doute impudique, qui fut marquante dans les années septante et quatre-

vingt : la pusillanimité de l'Etat. Ou plutôt, le constat d'un État qui perd son autorité face à une administration qui s'alourdit au sein de structures d'Etat qui se complexifient en se désagréant.

Les chercheurs le savent bien et le verdict de l'histoire est constant : tous les pays qui expérimentent cette mauvaise chimie d'un pouvoir politique fragmenté et d'un corps administratif lourd en ont été durablement affaiblis. Cela conduit aux manques de perspectives, à la politisation des postes à responsabilités, à l'étouffement des compétences qui voudraient se révéler, mais surtout à l'inhibition de l'action décisive. Ni détruite, ni épanouie, l'énergie collective a été absorbée par les pouvoirs publics.

Cela conduisit, il y a 20-30 ans, à un Etat peu visionnaire et trop introverti. Une économie planique n'est, bien sûr, pas meilleure et les choses ont, pour partie, été corrigée au cours de la dernière décennie. Il y a eu un déficit de perspective et de stratégie.

D'aucuns citeront alors les revendications communautaires comme déclencheur des défiances économiques. Rien n'est sans doute plus faux. Ce n'est pas la régionalisation qui est en cause : des pays prospères, tel la Suisse, l'ont expérimenté dans le respect total des différences et des démocraties. Il serait trop facile de supposer que les exigences communautaires sont à blâmer, même si, indéniablement, les structures de financement peuvent introduire des rigidités pénibles et dommageables.

D'ailleurs, qui pourrait avancer que des revendications d'identité culturelle ne soient pas légitimes ? Si des revendications régionales entraînaient une déconfiture économique, cela se serait constaté dans de nombreux pays. Or ce n'est pas le cas.

Ce qui est singulier en Belgique, c'est la superposition des pouvoirs. A-t-on choisi une certaine inefficacité institutionnelle comme prix à payer pour l'unité ? Peut-être. Mais le choix du modèle n'a jamais été effectué. L'Etat est resté suspendu entre une formulation révolue et des configurations inaccomplies.

Et puis, l'État n'a peut-être pas donné assez confiance.

Il souffre de l'incapacité à accepter l'économie de marché dans laquelle l'Europe et immergée, en tentant de maintenir un modèle social des années d'après-guerre, erronément perçu comme le rempart d'un marché globalisé. Singulièrement, l'Etat est devenu fort, mais dans son rôle administratif plutôt qu'incitatif.

[On s'arrête-là pour cette semaine](#)

[mars 25, 2016/Articles des éconoclastes /par Thomas Veillet](#)

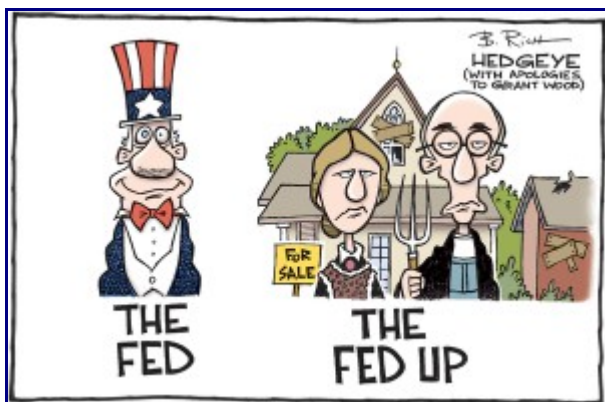
Je sais que les marchés boursiers mettent un point d'honneur à être fermés le moins possible. Je sais que les autorités boursières et financières (pour autant que cela signifie quelque chose) préfèrent que les places de bourses soient ouvertes le plus longtemps possible pour maximiser le « nombre de trades » par jour et pour permettre aux « investisseurs » de traiter même quand ils rentrent tard du travail et je sais que certains aimeraient que les marchés ne ferment jamais, mais là je crois que l'on est en train d'atteindre des sommets dans l'inutilité et dans l'art de l'ennui maximal.

La journée d'hier aura été la journée du rien. La journée durant laquelle il ne se passe rien. Alors bien sûr, dire qu'il ne s'est rien passé alors que ces débiles mentaux de lâches d'enfoirés de merde d'islamistes décidaient de se faire sauter à Bruxelles serait mentir, mais d'un point de vue purement marché, il n'y a strictement rien à dire.

L'ennui est total et tout le monde s'apprête à partir en week-end de Pâques de plus en plus tôt.

Hier la journée avait de toute manière très mal commencé puisque les attentats de Bruxelles monopolisait l'attention de tout le monde et puis, malheureusement, depuis le temps que ça dure, plus personne ne trouve « original » de recommander à ses clients de « shorter les assurances » alors que des explosions sont entendues dans des capitales européennes (contrairement à ce qui se faisait le 11 septembre).

Les marchés se sont donc contentés de regarder les chaînes télé qui passaient en boucle des images insoutenables, mais qui malheureusement sont en train de devenir d'une banalité affligeante. Sans compter que les bourses se sont littéralement habituées à ce genre d'événements et même si les premiers instants – les indices faiblissent régulièrement – en général la réaction se termine plus ou moins en hausse, dans une sorte de rébellion contre la barbarie et le comportement de cette sous-race d'animaux de djihadistes à deux balles – quoique c'est probablement une insultes pour les animaux.



La journée de ce mardi n'aura pas dérogé à la règle ; alors qu'à l'ouverture les indices et les futures étaient dans le rouge, la journée se terminait plus ou moins dans le vert, mais sans grande conviction et en se demandant vraiment pourquoi nous étions venus...

Il n'y avait pas de grande nouvelle, tout le monde était concentré sur ce qui se passait en Belgique et c'est bien normal. Pour résumer la journée d'hier, et pour ne pas vous prendre plus de temps que nécessaire ; on pourra dire que l'on se demande encore pourquoi nous avons ouverts les marchés et à quoi cela a bien pu servir.

J'ai envie de dire que la seule raison que nous avons eu d'ouvrir hier était probablement que le fait d'avoir été là et d'avoir ouvert les marchés financiers est peut-être la preuve (et je l'espère sincèrement) que ces malades mentaux ne nous empêcheront de continuer à vivre et qu'en revanche, nous, nous devrions commencer à nous poser la question suivante :

« Comment est-ce que l'on peut VRAIMENT les empêcher de vivre et de respirer le même air que nous ??? »

Peut-être que finalement il faudrait confier le règlement du problème islamiste à Vladimir Poutine, parce que plus les jours et les mois passent, plus j'ai l'impression que pour mettre fin à cette « maladie », il va falloir des méthodes qui sont un peu plus convaincantes que la déchéance de la nationalité française ou une balle dans le genou et le « droit » de refuser de se faire extradier.

Bref, hier sur les marchés financiers, il ne s'est rien passé qui vaille la peine d'être relaté. Pour le reste, ça continue de donner envie de vomir et ce matin j'ai pensé à ne pas écrire comme le jour des attentats de Charlie Hebdo, comme le jour des attentats de Paris, mais finalement arrêter d'écrire pour ce genre d'événements, c'est aussi arrêter de vivre et si l'on commence à arrêter de vivre, c'est les autres idiots et leurs 72 vierges qui gagnent et ça, c'est intolérable.

Alors oui, l'or est à 1232\$, même si c'est une valeur refuge, le pétrole est à 41.50\$, le S&P500 est au plus haut de l'année ou presque, l'Euro/\$ est à 1.1210 et il s'est affaibli depuis les attentats d'hier, oui Nike a sorti des chiffres décevants et perdait 4% after close hier soir, oui ce soir il y aura les inventaires du pétrole et OUI, ce matin l'Asie ne fait pas grand-chose dans le sillage du reste du monde, alors je me dis : pourquoi ne pas s'arrêter-là pour cette semaine et revenir mardi matin après s'être goinfré de chocolat ?

[Les marchés gouvernés par la peur d'une nouvelle crise](#)



La volatilité des Bourses mondiales traduit un sentiment de crainte en partie justifié par les risques qui pèsent sur l'économie mondiale. Mais son vrai moteur est la perte de confiance envers les dirigeants politiques.

de Kenneth Rogoff

L'extraordinaire volatilité des marchés au cours de l'année dernière tient en grande partie aux risques et aux incertitudes liées en particulier à la croissance chinoise, à la situation des banques européennes et à l'abondance de l'offre pétrolière. Durant les deux premiers mois de cette année, beaucoup d'investisseurs craignaient que même les Etats-Unis, dont la situation n'est pas si mauvaise en termes de croissance, ne tombent dans la récession. Et 21 % des experts qui participent à l'enquête d'opinion mensuelle du « Wall Street Journal » s'attendent à une récession.

Je ne nie pas les risques. Un coup suffisamment fort porté à la croissance chinoise ou au système financier européen pourrait faire basculer l'économie mondiale d'une croissance faible vers la récession. Une hypothèse encore plus effrayante serait de voir l'année prochaine à la même époque la présidence américaine transformée en une émission de télé-réalité.

Du point de vue macroéconomique, les fondamentaux ne sont pourtant pas si mauvais. Le taux d'emploi est élevé, la confiance des consommateurs est forte et la part du secteur pétrolier dans le PIB n'est pas suffisante pour mettre l'économie américaine à genoux du fait de la baisse des prix. En réalité, on tient insuffisamment compte de la peur d'une autre grande crise.

On peut faire un parallèle entre le sentiment de malaise d'aujourd'hui et l'attitude des marchés dans la décennie qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Dans les deux cas, on note une demande excessive pour des actifs sans risque. Certes,

la « répression financière » a aussi joué un grand rôle après la guerre, les Etats contraignant les investisseurs privés à acheter des titres de dette publique à des taux inférieurs à ceux du marché.

Et même plus de dix ans après la Seconde Guerre mondiale, les marchés se sont affolés lorsque le célèbre économiste John Kenneth Galbraith a estimé que le monde risquait une nouvelle dépression. L'opinion publique n'avait pas oublié que la Bourse avait chuté de 90 % lors des premières années de la Grande Dépression. En 1950, il n'était pas difficile d'imaginer que la situation allait à nouveau mal tourner. Le monde venait de traverser une série de catastrophes : deux guerres mondiales, une épidémie de grippe d'envergure mondiale et la Grande Dépression. Et il y a soixante ans, le spectre d'une guerre nucléaire planait sur le monde.

Il est inutile de rappeler aujourd'hui à quel point et avec quelle rapidité la Bourse peut plonger. Après la crise financière de 2008, aux Etats-Unis, la Bourse a chuté de plus de 50 %. Dans d'autres pays, cela a été bien davantage, par exemple plus de 90 % en Islande. Il n'est donc pas étonnant que lorsqu'elle a baissé récemment de 20 %, nombre de gens se soient demandés jusqu'où va se poursuivre la dégringolade - et si la crainte d'une nouvelle récession ne va pas devenir une prophétie autoréalisatrice.

L'idée est que les investisseurs craignent une récession et que la Bourse chute au point de provoquer une baisse conséquente des dépenses dans l'économie réelle, amorçant ainsi le ralentissement redouté. Ce n'est peut-être pas faux, même si les marchés surestiment leur influence sur l'économie réelle.

Par ailleurs, le fait que l'économie américaine soit parvenue à redémarrer malgré les difficultés indique que la demande intérieure pourrait être assez forte, mais cela ne semble pas impressionner les marchés. Même les investisseurs plutôt optimistes quant au redémarrage de l'économie américaine craignent que la Réserve fédérale ne considère la croissance comme une raison suffisante pour continuer à augmenter les [taux d'intérêt](#), créant ainsi d'énormes problèmes pour les pays émergents.

Toutes ces craintes ne sont évidemment pas les seules causes de la volatilité. La plus simple est la situation qui est vraiment mauvaise. Chacun des risques pris individuellement n'est peut-être pas aussi élevé que dans les années 1950, mais ils sont plus nombreux.

La mondialisation financière a renforcé les interdépendances, ce qui facilite la contagion des crises. A l'échelle de la planète, les marchés de la dette constituent de grandes poches de fragilité et de faiblesse, tandis que le relâchement monétaire en cours masque des problèmes profondément enracinés. On a pointé le manque

de liquidité dans les principaux marchés comme cause des grandes fluctuations de prix. Dans un marché réduit, il faut parfois une variation de prix importante pour restaurer l'équilibre en cas de variation même faible de l'offre ou de la demande.

Mais l'explication la plus convaincante est encore la peur des marchés : ils craignent que lorsque des risques extérieurs apparaissent, les responsables politiques ne soient pas capables d'y faire face. Cette paralysie est la plus grave de toutes les faiblesses mises en lumière par la crise financière.

On dit parfois que les dirigeants n'ont pas fait assez pour soutenir la demande. Bien que ce soit exact, ce n'est pas une explication suffisante. Le plus grand problème qui pèse sur le monde aujourd'hui est l'incapacité lamentable de la plupart des pays à entreprendre les réformes structurelles indispensables. La croissance de la productivité étant au moins temporairement anémique, c'est l'offre et non l'insuffisance de la demande qui est le facteur essentiel dans les pays avancés.

A long terme, la croissance dépend des facteurs relatifs à l'offre. Si les dirigeants ne parviennent pas à réaliser les réformes structurelles après une crise, il est difficile d'imaginer qu'ils le feront un jour. Ce n'est pas en gouvernant un oeil toujours fixé sur les sondages qu'ils y parviendront.

Kenneth Rogoff, est professeur d'économie et de sciences politiques à l'université Harvard.

Kenneth Rogoff

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2016.

[Un pays de dingues](#)

[Marc Fiorentino Morning Zapping](#)

Je vais vous faire un aveu : l'image de la France que renvoyaient hier les JT de 20 heures m'a assommé. D'autant plus que cette image correspond à la réalité. Ordre de présentation des sujets, sujets eux-mêmes et les "témoignages" dans ces sujets étaient tout simplement surréalistes si vous preniez un peu de recul.

L'ORDRE DES SUJETS

Alors que des dizaines de victimes de Bruxelles sont encore entre la vie et la mort, les attentats n'étaient plus que le quatrième sujet. Même les professionnels des hommages se sont déjà lassés. On attend déjà le prochain. Non l' "affaire du jour", le "scandale du jour", qui a fait l'ouverture c'est ce policier qui a mis un coup dans le nez à un lycéen qui "manifestait contre la loi El Khomri".

Inexcusable certes, même s'il avait lancé des projectiles contre la police et qu'il ne connaissait probablement rien à la loi El Khomri. Mais c'était ça la priorité ??

Cazeneuve a réagi encore plus vite que pour un attentat et les politiques sont tout de suite montés au créneau contre ce drame national.

DEUXIÈME SUJET

Les manifestations de lycéens. Leurs "représentants" récitaient une leçon apprise sur la "nécessité de retirer cette loi qui provoquerait une précarité insupportable". Une lycéenne a hurlé au micro: "Vous vous rendez compte? On pourrait être obligé de bosser 60 heures pendant une semaine si l'entreprise le demandait! 60 heures!!".

TROISIÈME SUJET

Le coup de massue. Le coup de grâce. Le chômage. Record absolu. 5.77 millions de chômeurs. Dont 3.6 millions en catégorie A. Malgré les manipulations de chiffres, malgré les emplois fictifs aidés, malgré les embauches de fonctionnaires.

Nous sommes les seuls à ne pas avoir profité de "l'alignement des planètes" depuis trois ans pour réduire notre chômage. Faut-il le répéter, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont en plein-emploi, nous sommes en plein-chômage.

El Khomri a bafouillé que c'était quand même bien car il y avait une baisse de la hausse de la baisse de la hausse. Et AUCUN politique n'est monté au créneau pour réclamer un état d'urgence de l'emploi.

RAPPEL EN FIN DE TROISIÈME SUJET

On a tout de même rappelé que 25% des jeunes étaient au chômage, un taux de pays sous-développé. C'est sûrement pour préserver cette situation brillante que les lycéens et les étudiants manifestent. Mieux vaut le chômage à un emploi plus flexible probablement.

QUATRIÈME SUJET

Les attentats. Enfin. On se dit qu'avec ce qui s'est passé, cette fois, on va enfin agir, quitte à prendre quelques libertés avec la liberté si c'est nécessaire. Non en fait. On apprend que l'avocat d'Abdeslam, qui se battait pour refuser l'extradition avant l'attentat, veut maintenant que son client rentre le plus vite en France...pays des droits de l'homme... Et que tous les éléphants du PS se mobilisent pour contrer le projet d'une vraie détention à perpétuité contre les terroristes. Stéphane le Foll: "Il ne peut y avoir de peine qui condamne un prisonnier jusqu'à sa mort". Olivier Faure: "Ici ce n'est pas l'Arabie Saoudite...En France on considère qu'il est possible de changer". En entendant

ça, on sait que le combat est perdu d'avance.

FIN DE JOURNAL

Alors que j'étais déjà au trente-sixième dessus, la météo m'a achevé : En plus il va pleuvoir pour le week-end de Pâques. C'est un pays de dingues.

EN DEHORS DE MA TÉLÉ:

LE SPORT

Canal serait prêt à verser 300 millions d'euros par an sur 5 ans aux Qataris de Bein pour l'exclusivité de diffusion. L'autorité de la concurrence est sur le dossier... Et Bolloré a privé Canal de plateaux et de soirées à Cannes, un événement majeur pour le microcosme parisien : des centaines de gratteurs et de parasites vont devoir trouver un autre pigeon.

LES MARCHÉS

Fermés aujourd'hui pour le Bon Vendredi. Good Friday. Seul événement notable de la semaine qui s'achève: un petit recul du pétrole et des indices européens mollassons avec un CAC en dessous de 4400.

VIVE L'ASSURANCE-VIE

On vous le dit et on vous le répète: l'assurance-vie est une aberration/un miracle à la française. Vous pouvez encore toucher plus de 2 ou 3% sans risque et avec de la liquidité alors que nous sommes en taux négatifs. La collecte nette pour février atteint 2.6 milliards d'euros. Dont, comme d'habitude, une écrasante majorité chez MonFinancier. Vous attendez quoi pour mettre ou remettre de l'argent ? [Recevez gratuitement une information sur l'assurance vie by MonFinancier](#)

ON FAIT TREMBLER GOOGLE

c'est parti. On va les faire cracher. Prenant exemple sur les États-Unis, la France a décidé de frapper fort. On tremble de la réaction de Google, déstabilisé sur ses fondations par notre offensive. La CNIL demande une amende contre une application insuffisante du droit à l'oubli de....100 000 euros.

ON SE RETROUVE

le 24 Septembre au Zenith pour le passage de la tournée "Discollection Tour 2016" avec les Village People, Patrick Juvet, les Pointer Sisters, Anita Ward, et

les Gibson Brothers. Entre autres. J'ai pris ma place.

VOILÀ C'EST TOUT
BONNE JOURNÉE
MAY THE FORCE BE WITH YOU

Etats-Unis: les commandes de biens durables rechutent comme attendu en février

Romandie Le 25 Mars 2016



Les commandes de biens durables aux Etats-Unis ont rechuté en février, dans la mesure des attentes des analystes, selon les données publiées jeudi par le département du Commerce.

Elles se sont élevées à 229,4 milliards de dollars en données corrigées des variations saisonnières, soit une baisse de 2,8%.

Sans le secteur des transports, les commandes de biens durables –qui comportent tous les produits ayant une durée de vie de plus de trois ans–, demeurent en recul de 1%.

Sans celui de la défense, elles sont en retrait de 1,9%.

Dans leur prévision médiane, les analystes s’attendaient à ce que les commandes de biens durables régressent de 2,9%.

C’est le troisième repli en quatre mois. Le ministère a en outre révisé en baisse le rebond du mois janvier qui a affiché +4,2% au lieu de +4,9% comme précédemment estimé.

En février, le secteur des transports a tiré la baisse, accusant un recul de 6,2% à 74,2 milliards de dollars.

Tous les secteurs hormis les commandes automobiles (+1,2%) étaient dans le rouge le mois dernier. Les commandes de machines outils ont été en retrait de

2,6%, celles d'ordinateurs et de produits électroniques de -0,9% et celles d'équipements électriques de -2,8%.

Les stocks qui ont été en recul sept fois au cours des huit derniers mois, ont encore régressé à 0,3%.

Source: [romandie](#)

Sharp n'atteindra probablement pas ses prévisions annuelles, "détérioration en Chine"

Romandie Le 25 Mars 2016



Le groupe d'électronique japonais Sharp s'attend à enregistrer pour l'exercice en cours des résultats inférieurs à ses projections initiales, a-t-il annoncé vendredi, invoquant "une détérioration des conditions de marché en Chine".

Il visait jusqu'à présent, pour la période allant d'avril 2015 à mars 2016, un bénéfice d'exploitation de 10 milliards de yens (près de 80 millions d'euros au cours actuel), à comparer à une perte de 48 milliards un an plus tôt, et un chiffre d'affaires de 2.700 milliards de yens (-3,1% sur un an, 1,4 milliard d'euros).

Il n'avait pas établi de prévision de résultat net, se trouvant dans une situation incertaine du fait des restructurations en cours et de l'attente d'un plan de sauvetage.

S&P a baissé mercredi d'un cran la note à long terme du groupe japonais Sharp

Sharp avait indiqué le 25 février avoir choisi comme repreneur Hon Hai/Foxconn, le taïwanais devant devenir son premier actionnaire avec 66% du capital, pour 490 milliards de yens (3,9 milliards d'euros), sans compter une reprise de dette de quelque 150 à 200 milliards de yens.

Cependant le contrat définitif n'a toujours pas été signé et les négociations

semblent achopper sur l'état financier réel de spécialiste des écrans à cristaux liquides (LCD).

Le quotidien Yomiuri a affirmé vendredi que Sharp pourrait accuser en 2015-2016 une perte d'exploitation de plusieurs dizaines de milliards de yens.

“Nos résultats annuels devraient se situer en deçà de ce que nous avons anticipé, en raison de ventes en baisse sur fond de détérioration des conditions de marché en Chine”, a réagi Sharp dans un communiqué, sans donner de chiffres. “Nous ferons une annonce le moment venu”, a ajouté le groupe censé publier ses résultats annuels fin avril-début mai.

Sharp, un des fleurons de la cité industrielle d'Osaka (ouest), se trouve dans une situation financière très délicate, laminé par une concurrence féroce que ses technologies de pointe dans les LCD n'ont pas suffi à combattre après la crise financière de 2008-2009.

Source: [romandie](#)